



FDS: Des interpellations pour des raisons sécuritaires

P.2



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0518 du 14 Avril 2021 - 250 F CFA / Etranger 1€

Le projet WACA ResIP expliqué aux journalistes

P.6



Diplomatie :

L'axe Paris-Lomé tient bon !

P.3&7

Le groupe COTECNA INSPECTION offre un bâtiment scolaire flambant neuf au CEG TCHIFAMA

P.5



Le défi de l'emploi des jeunes en pleine crise sanitaire

P.4

FDS: Des interpellations pour des raisons sécuritaires

Les Forces de défense et de sécurité ont mené en fin de semaine dernière, de nouvelles opérations de contrôle et de lutte contre la criminalité respectivement dans les localités de Kpali et Dédé (Préfecture de Zio) et dans les cantons de Pouda et de Massedena (Préfecture de Doufelgou).

Selon le ministre de la sécurité et de la protection civile, le Gal. Yark DAMEHAME, ces opérations ont pour but de lutter contre la criminalité et de préserver la sécurité intérieure du pays, face aux menaces sécuritaires dans la sous-région. Elles (les opérations) ont consisté en des actions de bouclages, de contrôles d'identité et de visites domiciliaires et se sont déroulées sans incident, a-



t-il indiqué.

« Dans les secteurs visités, les opérations ont permis d'interpeller cent-sept (107) personnes, de saisir divers objets. Il s'agit notamment, de dix (10) fusils de chasse, soixante-quatre (64) motos et trois tricycles sans pièces afférentes, d'une (01) machine à coudre, des armes blanches, du cannabis, des produits pharmaceutiques contrefaits et des effets militaires », a précisé le ministre Yark DAMEHAME. Les personnes interpellées et les objets saisis, ont été

confiés à la gendarmerie nationale pour enquête, rappelle le ministre.

Notons qu'en marge des opérations, les agents des Forces Armées Togolaises ont sensibilisé les populations sur le respect des mesures barrières contre la pandémie. Selon le Ministre de la sécurité trois mille (3 000) masques de protection et sept mille (7 000) litres d'eau potable ont été distribués dans les localités de Pouda et Massedena (Préfecture de Doufelgou), à l'occasion.■

Sourc : eautogo.tg

Pharmacies de garde à Lomé

Du 12 au 19 Avril 2021

- HANOUCOPE*** Avenue de la Nouvelle Marche, Immeuble Radio Kanal FM. 22 210115 **SANTE*** Prés de NOPATO 70 44 91 37
- OCAM*** Rue de L'ENTENTE 22 21 62 05/92 85 99 55
- KPEHENOU*** Boulevard HOUPHOUET - BOIGNY 22 21 32 24/70 45 25 03
- KODJOVIAKOPE*** avenue Duisbourg 22 21 89 90/22 20 44 74
- AVE MARIA*** Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes) près du CHU Tokoin 22 22 33 01
- ST KISITO*** Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM 22 21 99 63/96 80 09 64
- Isis*** Avenue Jean Paul II près des rails NUKAFU Gakpoto 70 44 83 87
- YEM-BLA*** 258, Av. Akéi face a la Résidence 22 26 76 51/90 88 98 72
- FRATERNITE*** Hédzranawé près de la Clinique St Joseph 22 26 81 55/96 80 09 19
- CITRUS*** Attiégou Carrefour DVA, Grand Contournement 70 44 59 24
- NOTRE DAME*** Rte de l'Aéroport entre la foire TOGO 2000 et l'Aéroport 96 80 10 12
- APOTHEKA*** Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué 22 61 57 57/70 44 33 33
- MISERICORDE*** BE-KPOTA a 300M de NISSAN, A coté de la Station MRS 96 80 09 45
- LE PROGRES*** Gd contournement, face EPPL Universelle, non loin de la gendarmerie d'AHADZI-KPOTA 70 45 86 55/96 8010 00
- BETHEL*** Rte d'Adidogomé 22 25 23 70/91 86 29 87
- DES ECOLES*** Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé 22 51 7575/96 80 09 14
- HOSANNA*** Carrefour Sagbado-Sémékonawo, face station service SANOL 22 51 50 49/92 53 50 00
- MAGNIFICAT*** Aflao Sagbado Yokoé, Rue de la Pampa a 100 m du Palais Royal de Yokoé 70 44 51 59/93 29 07 37
- MATHILDA*** Route PATASSE - Lomégan - ODEF 22 51 15 34
- EL-SHADAI*** Face Ecole Théologie ESTAO 22 51 44 25/96 80 09 10
- ENOULI*** Station d'Agbalépédogan 22 25 90 68
- LE GALIEN*** Rue Pavée d'Adidoadin 22 517174/96 80 09 21
- DES ROSES*** Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union 70 42 37 72
- BETANIA*** Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah 96 80 10 11/70 43 89 40
- VOLONTAS DEI*** Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face a ancien bar Sun City 70 42 23 60/91 49 54 48
- ADOUNI*** Vakpossito-Logogomé, près du carrefour AISED 90 33 04 19 | 70 39 39 39
- NOTRE DAME DE LOURDES*** Agoé Anomé, carrefour "Deux lions" près de l'église des Assemblées de Dieu 22 55 19 64/ 96 80 10 19
- SHALOM *** Agoé-Cacavéli, non loin de BKS. Sur la route Agoé-Adidogomé 22 51 87 60
- ADIEU LAGLOIRE*** A 200m du marché de Légbassito, surte grand contournement, vole de Madiknéto 93 26 36 00
- AGOE-NYIVE*** A côté de l'Eglise Catholique d'Agoé-Nyivé 22 25 83 38/91 61 02 62
- LE ROCHER*** Agoé Zongo, sur la Rte nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf 92 30 06 56/99 08 05 01
- LA MAIN DE DIEU*** AGOE ASSIYEE non loin de l'église des Assemblées de Dieu (Temple Galilée) 91 16 00 74/96 08 3491
- ESPACE VIE** Agoé Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07
- DIVINA GRACIA*** Quartier Agoé-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 99 83 91 00/ 96 80 10 21
- REGINA PACIS*** Rte Nationale N°1 près du Bar sous l'Antenne 70 45 98 58/99 83 90 83
- SANGUERA *** Près du Lycée de Sanguéra 70 42 80 80/99 90 89 72
- GANFAT AGOE DALIKO*** près du Carf EDEM (CAMP GP) 22 55 08 15/70 22 15 15
- HYGEA*** Face Lycée publique de Baguida sur la rte d'Afanoukopé (eaguida) 99 27 36 36
- LE DESTIN*** A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

Prompt Rétablissement

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoé Démakpoé, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires



**POUR LA ST VALENTIN,
LAISSEZ-VOUS SÉDUIRE !**

OFFREZ-VOUS LE **XIAOMI MI 10 LITE** **5G**

1 Terminal
SIM 5G
+
60Go
à **299 000 F CFA**





Processeur Octa-Core
Snapdragon 765G 5G



Frontale : 16MP HD
Dorsale : 48+8+2MP 4K
Auto Focus Flash



128Go ROM
6Go RAM



4160 mAh
Batterie robuste
Charge ultra rapide



Double SIM



NFC
Compatible Google Pay

Promo du 08 au 28 Février 2021. (Inclus Forfait Data de 15000 F (60Go valable 30 jours).

 @togocom.tg |
  @togocom.tg |
 Service Client : 888 | 119
7 jours / 7 de 7h à 21h

Diplomatie : L'axe Paris-Lomé tient bon !

Sur invitation de son homologue français Emmanuel Macron, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a effectué la semaine dernière une visite officielle à Paris dans la capitale française. Au cours de leur tête-à-tête à l'Elysée, les deux Chefs d'Etat ont discuté des questions liées au renforcement de la coopération bilatérale entre la France et le Togo avec un accent particulier sur une nouvelle dynamique économique plus ambitieuse et également sur des questions liées à la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Comme l'on pouvait s'y attendre, cette rencontre officielle entre les deux dirigeants a beaucoup retenu les attentions au plan national et dans la diaspora en raison des enjeux diplomatique et politique qu'elle représente pour Lomé dans le contexte politique actuel.

Le séjour parisien du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé à la rencontre de son homologue de l'Hexagone Emmanuel Macron a été bien laborieux pour les deux personnalités surtout pour le Président togolais qui avait un agenda plus chargé, lui qui a profité de ce voyage pour rencontrer

accords ont été signés entre la France et le Togo. Un accord de financement pour le déploiement de 50.000 lampadaires solaires par la société Sunna Design avec un financement français de 40.000 euros.

En plus, dans le cadre du projet PERECUT, une convention de

d'affaires français, tous des responsables de grandes entreprises évoluant dans les secteurs de l'industrie, des infrastructures, de l'énergie, de l'eau et du numérique, qui sont des secteurs vitaux pour le développement de l'économie togolaise et qui sont en phase avec le programme de développement du Gouvernement togolais décliné dans le Plan National de Développement (PND). Convaincues de l'attractivité du climat des affaires au Togo et du dynamisme du président togolais à faire émerger son pays, ces différentes personnalités du monde économique ont exprimé leur disponibilité à venir investir au Togo pour certains et pour d'autres à augmenter la taille de leurs investissements comme l'a précisé par exemple Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN).

Pour rappel, le CIAN est une fédération patronale privée française



regroupant plus de 160 entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI ayant investi en Afrique.

Une rencontre s'est tenue également entre la délégation togolaise et le groupe SogeaSatom. Les échanges ont permis au groupe français de confirmer sa participation dans le dédoublement de la route nationale numéro 1 (RN1).

De son côté, l'Agence Française de Développement (AFD), l'un des fidèles partenaires au développement représentée par son Directeur Général Rémy Rioux veut aller plus loin en élargissant ses actions au numérique et au monde rural.

Durant le séjour du Chef de l'Etat, il faut aussi signaler qu'une délégation togolaise conduite par le ministre de l'Economie et des finances Sani Yaya a rencontré le Mouvement des

Entreprises de France (MEDEF). Les discussions ont porté sur l'approfondissement des relations économiques bilatérales. Les chefs d'entreprises ayant trouvé que le Togo présente des opportunités d'affaires à saisir.

Outre les sujets d'ordre économique, Emmanuel Macron et Faure Gnassingbé ont discuté de la menace djihadiste notamment la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et principalement dans le Sahel. Le Président français a reconnu et apprécié à juste titre l'engagement de son homologue togolais à contribuer au rétablissement de la paix et de la stabilité dans la sous-région ouest-africaine. Une mission dont la réussite passe bien évidemment par le dossier malien.

Le Mali étant incontournable dans la lutte pour la stabilité dans le Sahel en raison de sa position géostratégique, le Chef de l'Etat togolais a pris en main la gestion de sa transition politique depuis la chute de l'ancien président Ibrahim Boubacar Kéita. En témoignent la présence de 1100 militaires togolais au sein de la MINUSMA, la mission onusienne au Mali ainsi que la tenue de la première réunion du groupe de suivi et de soutien à la transition au Mali. Une nouvelle posture et l'expression d'un leadership qu'assume désormais le numéro 1



des chefs d'entreprises français afin de les inviter à venir investir au Togo afin de participer à la marche du pays vers l'émergence économique d'ici quelques années.

Entre les deux Chefs d'Etat, il faut d'abord noter que les échanges ont tourné autour des sujets d'intérêts communs notamment le renforcement des liens de partenariat entre la France et le Togo. Sur ce point, les deux dirigeants ont exprimé leur engagement d'enclencher une nouvelle dynamique plus ambitieuse sur le plan économique. Et pour matérialiser cette volonté partagée de mettre un peu plus l'accent sur le développement économique, quatre

financement a été signée avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour électrifier 50 villes du pays pour un montant de 75 millions d'euros ainsi qu'un protocole d'accord qui a été signé sur le dispositif « Talents en commun » visant à mobiliser les compétences de la diaspora pour un accompagnement sur les métiers du digital et une déclaration d'intention pour la mise en œuvre du projet de « convergence Energie-Digital » consistant au déploiement de la fibre optique sur le réseau électrique togolais. Dans la même optique et avec le même état d'esprit, le Chef de l'Etat et sa délégation ont rencontré plusieurs hommes



Suite à la page 7

Le défi de l'emploi des jeunes en pleine crise sanitaire

La salle concorde de l'hôtel du 2 février a servi de cadre le mardi 13 avril à la session inaugurale du Haut Conseil pour l'Emploi des Jeunes par Mme le premier ministre et présidente du Haut Conseil Sidemeh Tomégah-Dogbé. Cette cérémonie s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, du corps diplomatique et des chefs d'entreprise.

Au total 200 participants du secteur public, privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers et une retransmission Facebook live est déployée pour assurer la participation active des jeunes.

Cette session inaugurale a pour thème : « Entreprise jeune du 21^e siècle dans les tourbillons de la covid 19 »

Elle a pour mission de lancer les travaux des pôles thématiques ainsi que le site web et l'application mobile « Léleng » une plateforme de services aux jeunes.

La ministre du développement à la base, de la jeunesse et de

l'emploi des jeunes Mme Myriam Dossou-D'Almeida a indiqué que le gouvernement en instituant ce haut conseil a voulu amplifier la mobilisation de tous pour l'emploi et contre le chômage des jeunes. Et cette mobilisation a-t-elle continué nous invite à redoubler d'efforts, à créer une nouvelle dynamique autour d'une vision de responsabilité et de solidarité. Le caractère solennel de cette session consacre en outre l'un des grands axes de la feuille de route gouvernementale notamment l'axe 2: « Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de

l'économie nationale », a conclu Mme Dossou-D'Almeida.

Présidant la cérémonie, le premier ministre Tomégah-Dogbé a salué tous les acteurs notamment ceux du secteur privé, les partenaires économiques et financiers, les OSC et les jeunes qui ne cessent de se mobiliser pour créer de meilleures perspectives économiques et sociales. Face aux problèmes de chômage et de sous-emploi des jeunes Mme Tomégah-Dogbé a souligné que le gouvernement a mis en œuvre divers programmes qui visent essentiellement



trois objectifs à savoir le renforcement de l'employabilité des jeunes, leur autonomisation économique et le renforcement de leurs capacités entrepreneuriales. Pour le premier ministre, toutes ces actions et programmes engagés par l'Etat togolais font de lui un pays qui a un

plus faible taux de chômage de la sous-région. Elle a pour finir précisé que le chef de l'Etat appelle l'administration, le secteur privé, les OSC et les jeunes à faire preuve de détermination, de discipline, d'audace et de synergie d'action pour l'intérêt de tous. ■

Raoul T





PRINCIPALES MESURES FISCALES ET DOUANIERES LOI DE FINANCES EXERCICE 2021



Le plancher de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) du régime déclaratif passe de
~~300 000 FCFA~~ à **20 000 FCFA.**




Office Togolais des Recettes - OTR


8201


+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le groupe COTECNA INSPECTION offre un bâtiment scolaire flambant neuf au CEG TCHIFAMA

Un bâtiment scolaire moderne de trois classes équipées de 120 tables bancs et de mobilier a été réceptionné ce jeudi 8 avril à Tchifama dans la préfecture de Blitta. Ce joyau architectural qui est un don du groupe COTECNA INSPECTION est estimé à environ 30.000.000 de francs CFA.

Il permettra de soulager un tant soit peu les souffrances des élèves et enseignants dudit établissement qui font face à des intempéries de tous genres. Ce bâtiment vient aussi désengorger l'effectif des élèves de plus en plus croissant du CEG Tchifama.

Le directeur général de COTECNA INSPECTION M. Didier Henri Cruz a salué la politique du gouvernement qui a fait de l'éducation sa priorité.



Selon le directeur, ce geste s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale du groupe COTECNA au Togo. L'éducation occupe une place centrale dans toutes les sociétés et ce joyau contribuera à

soulager les enseignants, parents et surtout les apprenants qui sont les premiers bénéficiaires d'où son appel à en faire un bon usage a-t-il conclu.

Le directeur régional de l'éducation de la centrale et le préfet de Blitta respectivement M. Akpawu Donudenu et M. Batossa Boukari, c'est avec un sentiment de joie et de reconnaissance qu'ils ont pris la parole au nom de la population de Tchifama pour témoigner leur gratitude aux donateurs. Ces autorités ont promis de faire un bon

usage de cette réalisation. Elles ont invité les élèves à bien travailler pour faire honneur à eux-mêmes et aux responsables du groupe COTECNA qui ont pensé à eux en leur offrant cet édifice.

Le groupe COTECNA INSPECTION est un des leaders mondiaux dans le domaine de l'analyse, de l'inspection et de la certification. Au Togo ce groupe fournit des solutions innovantes et des services sur mesure en vue de contribuer à l'amélioration et à la sécurisation du climat des affaires.■

Raoul T.

Transition monétaire vers l'Eco : Un Colloque international prévu à Lomé

Une conférence internationale sur la future monnaie Ouest-africaine, l'Eco est prévue dans la capitale togolaise du 26 au 28 mai prochain. Initié par la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé sous l'égide de son ancien doyen Kako Nubukpo, récemment nommé à l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ce colloque permettra aux participants de réfléchir sur la transition monétaire et l'urgence du développement de l'Afrique puis définir une feuille de route à soumettre aux dirigeants de la CEDEAO.

Programmée pour remplacer à terme le franc CFA et devenir ainsi la monnaie unique ouest-africaine, la future devise est confrontée depuis plusieurs mois à de nombreuses critiques qui retardent son lancement officiel. Les échanges de cette rencontre permettront donc aux conférenciers de se plancher notamment sur l'économie politique de l'Eco, la convergence et l'optimalité de la zone Eco » ou encore les perspectives de développement de la CEDEAO. D'éminentes personnalités du monde économique sont donc attendues à Lomé pour apporter leurs contributions aux différentes thématiques qui seront débattues. Parmi elles, nous pouvons citer le Président de la Banque

Ouest Africaine de Développement (BOAD), Serges EKUE, des Economistes de renom tels que Lionel Zinsou, Carlos Lopes, Achille Mbembe, Nadim Kalife...etc.

Confrontée à une vague de polémiques, la future monnaie unique des pays de la CEDEAO a du plomb dans l'aile ou du moins n'évolue pas comme ses défenseurs l'auraient souhaité au début. Initialement prévue pour voir le jour en 2020, une nouvelle échéance a d'ailleurs été fixée en 2025. En effet, au sortir du 57^e sommet de la CEDEAO, les Chefs d'Etat des pays membres ont décidé de suivre une nouvelle feuille de route et de repousser à janvier 2022 la mise en application de leur nouveau pacte de convergence devant

baliser la voie à cette monnaie unique.

La raison évoquée est la crise sanitaire de coronavirus qui a affecté les économies des Etats membres. « Au regard de l'impact prévisible de la deuxième vague de la pandémie sur l'état de convergence macroéconomique en 2021, le Sommet décide d'exempter les Etats membres du respect des critères de convergence macroéconomique au cours de l'année 2021 » a souligné la conférence.

Comme on peut le constater, la nouvelle échéance prévue pour 2025 devra connaître plusieurs étapes. « A partir de janvier 2022, le pacte de convergence qui comporte les différents critères de déficit et d'inflation à respecter va être mis en



œuvre... On estime que pendant les trois ans, les Etats doivent faire des efforts pour qu'en 2025, on puisse aller à la monnaie commune » a indiqué le ministre burkinabè des affaires étrangères, Alpha Barry. Selon d'autres spécialistes en économie monétaire, ce nouveau report des échéances, semble cohérent avec les nombreux défis liés à la mise en place de cette monnaie commune, notamment la résolution de certains antagonismes structurels entre les différents blocs économiques de la CEDEAO (avec par exemple le Nigéria, exportateur de pétrole qui représente 70% du PIB de la Sous région) qui reste préalable à la mise en commun des

différents systèmes monétaires.

L'adoption de l'ECO est rendue difficile par le fait que les pays concernés ont peu avancé dans la préparation structurelle de leur économie à la nouvelle devise selon les critères définis par la CEDEAO. Seul le Togo répond à ce jour à ces critères de convergence, les autres pays non-francs comme le Nigéria, le Ghana, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone viennent d'amorcer des politiques économiques orientées vers ces critères de convergence.

Le prochain colloque de Lomé vise donc fondamentalement à analyser les enjeux de la transition monétaire vers la nouvelle devise ECO que les pays africains veulent adopter pour amorcer leur décollage économique.■

Le projet WACA ResLP expliqué aux journalistes

Une vingtaine de journalistes de la préfecture du golfe ont pris part du 12 au 13 avril à Lomé à un atelier de formation et de sensibilisation sur le projet WACA ResLP et de la problématique de l'érosion côtière.

Ce projet initié par le ministère de l'environnement et des ressources forestières avec l'appui financier de la banque mondiale et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) s'inscrit dans le cadre du projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest. Il a pour objectif de former et de sensibiliser les journalistes et communicateurs en vue de susciter leur implication effective dans les actions de communication sur le projet WACA ResLP. Il a été aussi question de mettre en place une plateforme de journalistes et communicateurs pour mieux



relayer les informations sur les activités de ce projet. Les participants ont été entretenus entre autres sur les grands domaines d'intervention du projet WACA ResLP, la protection côtière, le mécanisme de gestion des plaintes et son fonctionnement et la collecte des données au traitement des informations et de l'érosion côtière.

Le coordonnateur du projet WACA Dr Adou Rahim Alimi Assimiou a souligné que le projet WACA est un programme régional conçu pour aider six pays de la zone côtière à réduire les risques côtiers et faire face au phénomène de la dégradation du littoral. Cette formation a été organisée pour permettre aux acteurs clés d'être mieux informés

sur ce projet et de servir de relais d'information dans leurs oranges respectifs a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la préfecture du Golfe M. Djabavi Lebene Bernard a salué cette initiative de préservation de la côte. Il a laissé entendre que la sécurité côtière tient à cœur le gouvernement, raison pour laquelle le premier ministre a effectué une visite de terrain le 9 avril passé pour constater elle-même la violence de l'érosion côtière à Agbodrafo et Gbodjomé dans la préfecture des lacs. Il a remercié tous les acteurs du projet pour les efforts consentis en faveur de la protection des habitations et les infrastructures socio-économiques du littoral.

En ouvrant les travaux, le directeur de cabinet du ministère de l'environnement M. Paul Kodjo a fait savoir que le projet WACA est une réponse collective des pays côtiers à la nécessité urgente de lutter contre la dégradation de leur littoral selon une approche régionale et intégrée.

Au niveau national, ce projet prend en compte les actions de la feuille de route du ministère de l'environnement et des ressources forestières déclinée en plan stratégique 2020-2025.

Après deux années de mise en œuvre, le projet a déjà financé onze sous projets et d'autres projets sont en cours d'évaluation pour leur financement, a-t-il conclu. ■

Raoul TETOUGNAKI

Médias:

Le nouveau code de la presse au centre d'un atelier de formation à Atakpamé

Le ministère de la Communication et des médias a organisé les 8 et 9 avril derniers un atelier de formation à l'attention des journalistes togolais publics et privés sur le nouveau code de la presse. Objectif : outiller les professionnels des médias sur les innovations apportées au nouveau texte devant encadrer l'exercice de leur profession ainsi que sur les enjeux de la mutation des organes de presse vers des entreprises de presse. Pendant deux jours, les journalistes venus des régions maritimes, et des Plateaux ont échangé avec leurs autorités de tutelle sur les fondamentaux de la nouvelle loi afin de parvenir à une presse libre mais responsable au Togo.

Dans la nouvelle loi, les innovations apportées sont relatives aux conditions à remplir pour être journaliste, technicien médias ou auxiliaire de presse, aux droits et devoirs ainsi qu'aux conditions de délivrance ou de retrait de la carte de presse. Au cours de cette formation, il s'agissait aussi pour les journalistes participants de s'imprégner des enjeux et des défis que représente la nouvelle loi. En effet, le nouveau code de la presse et de la communication adopté le 7 janvier 2020 est en phase avec la vision du Gouvernement togolais et s'inscrit dans la dynamique de professionnaliser davantage le secteur pour plus d'efficacité. C'est ainsi que les dispositifs de la

nouvelle loi ont été débattus à travers diverses thématiques telles que : « Les droits et devoirs du journaliste » ; « les innovations du nouveau code de la presse » ; « L'éthique et la déontologie en journalisme » ; « Les implications de la transformation des organes de presse en entreprises de presse » ; « Les crimes et délits en matière de communication ».

Pour le Secrétaire général de la communication et des médias M. Kossi Tinaka, la convention collective que prévoit le nouveau code devra être une source de motivation supplémentaire pour les journalistes à exercer le métier avec plus de rigueur, de professionnalisme pour peser de façon plus efficace

sur la vie publique « Dans la même dynamique, la signature de la convention collective, fruit de tant d'années de négociations sera une motivation supplémentaire qui nous pousse à donner le meilleur de nous-mêmes au service d'une information libre, crédible et exempte de tout reproche vis-à-vis de la loi » a-t-il fait noter.

Présent au deuxième jour des travaux, le ministre de la communication le Prof. Ayewouadan Akodah, pense qu'il est impérieux que les hommes de médias actualisent leurs connaissances sur le cadre législatif et réglementaire pour remplir efficacement leur mission. Il les a conviés à s'approprier donc le contenu de la nouvelle loi pour

exercer le métier en toute responsabilité. Il se dit par ailleurs préoccupé par les conditions difficiles dans lesquelles les journalistes travaillent et a insisté sur la nécessité pour les organes de presse de muter vers les sociétés de presse qui selon lui, garantissent aux journalistes de meilleures conditions de vie et de travail avec plus d'efficacité au bout du compte.

Pour appuyer son argumentation, il s'est référé à l'article 49 de ce nouveau code qui stipule que : « les sociétés de presse sont créées par des personnes physiques et morales, publiques ou privées obligatoirement sous forme de sociétés, conformément aux

dispositions prévues par l'acte uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) ». Aussi, il faut souligner que le ministre a invité les journalistes à ne pas penser que cette réforme vise à restreindre la liberté de presse (faisant allusion aux multiples reproches et rappels à l'ordre adressés par la HAAC ces derniers temps à certains journaux) mais plutôt à s'assurer qu'elle leur permettra de vivre pleinement de leur métier en toute responsabilité.

Notons qu'une formation pareille est prévue dans les prochaines semaines à Kara pour les médias évoluant dans la partie septentrionale du pays. ■

RG



Diplomatie : L'axe Paris-Lomé tient bon !

Suite de la page 3

togolais et qui logiquement, participent à renforcer son influence dans la sous-région et à devenir du coup incontournable sur les sujets touchant le Sahel. « Nous avons également réitéré notre engagement commun sur les questions régionales à lutter contre le terrorisme et à soutenir la transition au Mali » peut-on lire sur la page twitter de Faure Gnassingbé.

Enjeux diplomatique et politique du séjour parisien....

La visite du Chef de l'Etat à l'Elysée la semaine dernière a suscité une vague de commentaires dans l'opinion et à l'international avec bien entendu son lot de fantasmes. Mais dans une analyse objective, il est plutôt plus indiqué de relever en toute objectivité les enjeux de ce voyage présidentiel.

D'abord sur le plan diplomatique, il serait trop superficiel de considérer cette visite du Chef de l'Etat comme étant une simple activité diplomatique.

Au contraire, il faut reconnaître que ce séjour en terre parisienne participe à renforcer les relations entre Lomé et Paris. Avec une image dégradée par des crises politiques récentes notamment celle d'août 2017, et épinglé quelques fois par des rapports liés aux droits de l'homme, le pouvoir de Lomé semblait avoir perdu la main dans ses relations avec son ancienne métropole.

Paris semblait donc se méfier du pouvoir togolais que certains mouvements politiques ont pris le vilain plaisir de présenter comme étant « sanguinaire » et donc hostile à l'enracinement des valeurs démocratiques



auxquelles la France reste très attachée et n'hésite pas à défendre à la moindre occasion.

De son côté, la diaspora togolaise vivant en France, en Europe et aux USA avait elle aussi joué un rôle non négligeable dans ce projet malsain de ternissement de l'image du pouvoir togolais pour avoir durant cette période de crise politique exercé d'énormes pressions sur le président français afin de ne pas recevoir son homologue togolais. En témoignent les multiples manifestations publiques d'une partie de la diaspora togolaise pour apporter leur soutien aux revendications non fondées et à la limite farfelues de l'opposition telles que la démission de Faure Gnassingbé ou le retour à la Constitution originelle de 1992. Même si par la suite le mouvement « Faure must go » a perdu la voix et devenu quasiment inaudible, il faut relever que ses vives contestations du pouvoir de Lomé dans les rues parisiennes et ailleurs sur le vieux continent, n'étaient pas de nature à arranger les choses pour Lomé.

Au contraire, cela avait bien évidemment poussé le président français qui venait à peine de prendre les clés de l'Elysée à garder ses distances vis-à-vis de son homologue togolais. Faure Gnassingbé était devenu alors infréquentable aux yeux du leader du

Mouvement « En Marche ». Comme quoi, l'image de « dictateur sanguinaire » attribuée à tort au Chef de l'Etat a clairement contribué à polluer les relations entre les deux hommes.

La visite officielle de la semaine dernière est à considérer donc comme le début de la renaissance entre Lomé et Paris et doit être vue comme la preuve que le pouvoir a réussi à soigner son image par rapport à celle qu'il présente dans un passé récent.

Ensuite sur le plan politique, cette visite de Faure Gnassingbé en France est perçue par nombre d'observateurs de la scène politique nationale comme une victoire sur son challenger à la dernière élection présidentielle. En effet, au lendemain de sa réélection, le Chef de l'Etat fait face à une contestation du verdict sorti des urnes par son poursuivant immédiat Agbéyomé Kodjo qui ne cesse de multiplier les initiatives aussi curieuses les unes que les autres comme par exemple la formation d'un gouvernement fictif qui n'aura jamais existé ni dans le temps, ni dans l'espace.

Ayant opté pour l'exil à la suite de ses démêlés judiciaires au Tribunal de Lomé, l'ex Premier ministre continue de réclamer sa prétendue victoire en engageant une bataille diplomatique et

en faisant des yeux doux à Paris avec l'espoir de voir le président français se saisir du dossier togolais en sa faveur. Pour parvenir à ses fins, Agbéyomé Kodjo va d'abord remettre en cause l'authenticité du courrier de félicitations envoyé par le Chef de l'Etat français à son homologue togolais.

Ensuite, il va s'attaquer au journaliste Pierre Firtion, auteur de l'article pour diffusion de fausse information, estimant que la lettre de félicitations d'Emmanuel Macron à Faure Gnassingbé pour sa réélection n'aurait jamais existé. « Mensonge ! » a répliqué le média français dans sa mise au point en date du 26 mars 2020, précisant d'ailleurs que son journaliste a fait le travail avec rigueur et professionnalisme tout en soulignant que cette correspondance relève d'une courtoisie internationale qui existe entre les Etats. Une véritable débâcle, un affront donc pour le

natif de Tokpli et ses partisans qui espéraient tirer leur épingle du jeu dans cette affaire, eux qui s'apprêtaient à exulter pour une probable victoire d'étape. Peine perdue !

L'autre sujet qui donnait aussi de l'espoir à la DMK c'est bien l'affaire Vincent Bolloré et les ports de la Guinée et du Togo. Une affaire qui dans l'esprit de l'opposition et ses partisans, allait mettre dans la tourmente le pouvoir en place parce que le nom du Chef de l'Etat y a été évoqué. Mais imperturbable reste Faure Gnassingbé, ne se reprochant visiblement de rien.

Avec cette affaire, beaucoup auraient pensé que l'avenir s'écriait en pointillé pour le pouvoir en place parce qu'il serait en train d'être lâché par l'Elysée. Mais avec cette audience accordée par le président français au nouvel homme fort du Sahel on peut désormais admettre que les relations sont plus que jamais au beau fixe entre les deux hommes d'Etat. ■

RG



Les tarifs de la Taxe sur les Véhicules à moteur (TVM)

MOTOCYCLETTES	
Cylindrée	Tarif (CFA)
Motos de plus de 125 cm ³	15 000 francs
Motos à trois (03) roues	40 000 francs
VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE PERSONNES	
Puissance fiscale	Tarif (CFA) / an
Moins de 5 CV	5 000 francs
5 à 7 CV	10 000 francs
8 à 11 CV	15 000 francs
12 à 15 CV	30 000 francs
Camionnettes	20 000 francs
Autocars	30 000 francs
Autobus	30 000 francs
VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES ET AUTRES	
Catégories	Tarif (CFA) / an
Camions de 3 à 6 tonnes	35 000 francs
Camions de 7 à 9 tonnes	40 000 francs
Camions de 10 à 12 tonnes	50 000 francs
Camions de plus de 12 tonnes	65 000 francs
Semi-remorque	35 000 francs
Tracteurs	35 000 francs

Les tarifs ci-dessus sont réduits de 50% pour les redevables de la TPU des transporteurs routiers.

La TVM est payable dans tous les centres des impôts sur toute l'étendue du territoire national et au guichet de l'OTR à la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF).



TMONEY TRAVAILLE A VOUS FOURNIR LE MEILLEUR



Lomé (Togo), Vendredi le 19 Février 2021 – TMoney en pleine phase d'amélioration pour apporter à ses clients de nouvelles fonctionnalités plus simples, plus pratiques, plus rapides et plus sécurisées pour une nouvelle expérience utilisateur.

Togocom travaille à améliorer le service TMoney ; pour ce faire nous avons procédé dans la nuit du 06 au 07 février 2021 aux travaux de migration sur sa nouvelle plateforme TMoney. Des travaux de migration qui ont entraîné à ce jour quelques désagréments au niveau de certaines transactions.

Les paiements, les achats et les transferts d'argent connaissent un essor fulgurant avec la nécessité d'une adaptation permanente aux nouvelles exigences des clients. Cette forte progression avec de nouvelles tendances et de nouveaux usages ont nécessité des travaux d'optimisation des capacités de la plateforme TMoney afin de faciliter aux mieux la vie de notre clientèle.

Togocom est conscient des difficultés rencontrées dans l'usage du service TMoney et tient à rassurer ses clients que toutes ses équipes restent mobilisées et travaillent d'arrache-pied pour améliorer le service et assurer de façon pérenne le retour rapide à la normale.

Pour Tarik BOUDIAF, Directeur Commercial du Groupe TOGOCOM (CCO), « *Nous continuons le changement en réaffirmant notre engagement à écouter nos clients, à innover pour eux et à satisfaire davantage leurs besoins. Nous tenons également à les rassurer que toutes nos équipes sont constamment mobilisées et à pied d'œuvre pour un retour à la normale dans les plus brefs délais. Nous remercions tous nos clients pour la confiance renouvelée au quotidien. Notre détermination à fournir un service de qualité à la hauteur des attentes de nos clients reste donc inchangée. Bientôt de nouvelles fonctionnalités vous faciliteront encore plus la vie* ».

Togocom présente ses sincères excuses pour le désagrément et s'emploie continuellement à éviter à l'avenir ce genre de dysfonctionnement. Togocom promet d'être toujours présent aux côtés de ses clients pour faciliter et améliorer leur quotidien.

Tarik BOUDIAF, Directeur Commercial du Groupe TOGOCOM (CCO)

 Togocel Togotelecom À propos de TOGOCOM	Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.
 AXIAN LET'S GROW TOGETHER À propos de AXIAN	Né à Madagascar il y a 150 ans, Axian est un groupe diversifié présent dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : immobilier, télécoms, services financiers, énergie et innovation. Avec plus de 4900 salariés dans l'océan Indien et en Afrique, nous sommes partenaire de la transformation économique des pays émergents. Nous nous assurons systématiquement de l'impact durable et positif de nos activités sur le quotidien du plus grand nombre. Parce qu'être connecté devient désormais un droit fondamental, Axian accompagne les entreprises du secteur Télécoms pour offrir le meilleur des innovations numériques et permettre au plus grand nombre d'être connecté à leurs proches et au monde. En savoir plus sur Axian : www.axian-group.com

Place de la Réconciliation – Quartier Atchanvé - BP 333 – Lomé – Togo - togocom.tg



Contact : Lionel TSOTO, Directeur de la Communication - Cel : +228 93773610 - E-mail : lioneltsoto@togocom.tg